

SITE SINTERTECH A PONT-DE-CLAIX (38)

Référence PLACE : DA2023001104BIS

OBJET :
OPERATION D'EVACUATION ET D'ELIMINATION DES DECHETS

PIECE 2 : CAHIER DES CHARGES

Table des matières

1	CONTEXTE DE L'INTERVENTION	4
1.1	CADRE DE L'INTERVENTION DE L'ADEME	4
1.2	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE, ENVIRONNEMENT ET HISTORIQUE DU SITE	4
1.3	CONTRAINTES D'INTERVENTION	10
1.3.1	<i>Etat des bâtiments, des structures et autres équipements</i>	10
1.3.2	<i>Présence d'amiante</i>	11
1.3.3	<i>Accès</i>	12
1.3.4	<i>Plomb</i>	15
1.3.5	<i>La présence de transformateurs contenant potentiellement des huiles PCB</i>	15
1.4	LES DECHETS PRESENTS SUR LE SITE (NATURE, CONDITIONNEMENT ET QUANTITE DE DECHETS)	16
1.4.1	<i>Bâtiment F (1F, 2F et 3F) : Atelier de production et halle industrielle</i>	17
1.4.2	<i>Zones extérieures</i>	19
1.4.3	<i>Bâtiment 1C : Hall de stockage</i>	21
1.4.4	<i>Bâtiment 1B : Anciens fours et magasin, puis locaux administratifs</i>	22
1.4.5	<i>Bâtiment 2E : Petite halle industrielle</i>	23
1.4.7	<i>Autres espaces extérieurs, aire de lavage, déchetterie, magasin à huile et aire de stockage des produits conditionnés</i>	24
1.4.8	<i>Bilan des déchets présents</i>	25
2	PRESTATIONS A REALISER	27
2.1	MISSION ADMINISTRATIVE PREPARATOIRE	27
2.1.1	<i>Documents préparatoires</i>	27
2.1.2	<i>Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs</i>	28
2.1.3	<i>Autorisations et informations préalables</i>	29
2.1.4	<i>Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)</i>	29
2.2	PREPARATION, ORGANISATION ET LOGISTIQUE DU CHANTIER	29
2.2.1	<i>Etat des lieux</i>	29
2.2.2	<i>Préparation du chantier</i>	29
2.2.2.1	<i>Planning</i>	29
2.2.2.2	<i>Installation du chantier</i>	29
2.2.3	<i>Aménagement des aires déconditionnement, de reconditionnement et de stockage des déchets en attente d'évacuation vers le centre de traitement</i>	31
2.3	MISE EN SECURITE DES ZONES DE TRAVAUX	31
2.3.1	<i>Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence de matériaux amiantés</i>	31
2.3.2	<i>Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence des transformateurs électriques susceptibles de contenir des PCB</i>	31
2.3.3	<i>Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence de nombreuses fosses dans le bâtiment F</i>	32
2.4	GESTION DES DECHETS	32
2.4.1	<i>Phase identification des déchets</i>	32
2.4.2	<i>Phase conditionnement et reconditionnement des déchets</i>	32
2.5	MISE EN SECURITE DES RESERVOIRS (FOSSES/CUVES) ET DES RESEAUX DE TRANSPORT D'EFFLUENTS NON RELIES AUX EQUIPEMENTS	33
2.6	NETTOYAGE ET GESTION DE DECHETS ISSUS DU NETTOYAGE (SOLS, CANIVEAUX ET RETENTION DE FAIBLE PROFONDEUR)	35
2.7	CHARGEMENT, TRANSPORT ET TRAITEMENT (TYPE DE TRAITEMENT ET PROXIMITE DES FILIERES) DES DECHETS	36
2.7.1	<i>Chargement et transport des déchets</i>	36
2.7.2	<i>Choix des filières de traitement retenues (type de traitement et proximité)</i>	38
2.8	REPLI DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	38
2.9	MOYENS HUMAINS ET ORGANISATIONNELS	38
3	CONDITIONS D'INTERVENTION	39
3.1	SUIVI DE L'INTERVENTION	39
3.2	REUNIONS DE CHANTIER ET COMPTE-RENDU	39
3.3	JOURNAL DE CHANTIER :	39

3.4	DECOMPTE FINANCIER HEBDOMADAIRE.....	40
3.5	RAPPORT FINAL D'EXECUTION	41

1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

1.1 Cadre de l'intervention de l'ADEME

L'ADEME intervient, sur demande de l'Etat, pour assurer la conduite des travaux de **mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant**.

Au titre du principe pollueur-payeur énoncé par le Code de l'environnement, les obligations environnementales de prévention, de réduction et de réparation des pollutions engendrées par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sont de la responsabilité de celui qui l'exploite ou en assume la garde.

En cas de défaillance des responsables à assumer leurs obligations et lorsqu'il y a menace grave pour les populations et l'environnement, les pouvoirs publics peuvent charger l'ADEME de la **maitrise d'ouvrage** des opérations de mise en sécurité de ces sites, par arrêté préfectoral et après accord du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire ou du préfet de région suivant la nature et le montant des interventions.

Les interventions de l'ADEME sont mises en œuvre en application des textes réglementaires et en particulier de l'avis du 29 mars 2023 précisant et actualisant le processus d'intervention en contexte de sites à responsables défaillants.

Le ministère en charge de la Transition Ecologique ou le préfet de région autorise le préfet à prendre l'arrêté d'exécution de travaux d'office. La préparation des interventions (lancement de la consultation notamment) démarre après la notification de cet arrêté.

Par **arrêté préfectoral de travaux d'office (APTO)** du 5 décembre 2024, Monsieur le préfet de l'Isère a saisi l'ADEME pour :

- L'évacuation et le traitement des déchets présentant un risque de pollution de l'environnement (ensemble des déchets dangereux présents sur le site) et un risque d'incendie (DIB combustibles groupés dans le bâtiment 1B), ainsi que tous les diagnostics et travaux préparatoires associés ;
- Le curage et le nettoyage de l'ensemble des fosses et caniveaux identifiés ainsi que le nettoyage des sols souillés.

La présente consultation a pour objectif de sélectionner le prestataire pour la réalisation des opérations d'évacuation et de traitement des déchets, le curage et nettoyage des fosses et caniveaux et le nettoyage des sols souillés. Le candidat s'engage à évacuer et traiter l'ensemble des déchets identifiés dans la présente consultation et listés au § 1.4 du Cahier des charges (CdC).

Un arrêté préfectoral d'occupation des sols a été signé le 5 décembre 2024, permettant de pénétrer et d'occuper temporairement les parcelles sur lesquelles le titulaire interviendra.

1.2 Localisation géographique, environnement et historique du site

➤ Localisation géographique et environnement

Le site est localisé, voie des collines - rue de Chamrousse, sur la commune du Pont-de-Claix dans le département de l'Isère (38).

L'emprise du site est de 2,54 ha et comprend les parcelles cadastrales 180, 182, 184 et 186 de la section AM.

Il est bordé :

- Au nord, au sud et à l'ouest par la plateforme chimique du Pont-de-Claix exploitée par un consortium d'industriels de la chimie, comprenant notamment VENCOREX, RHODIA, AIR LIQUIDE... ; A noter qu'au nord, à proximité immédiate, la société PORAL est présente.
- À l'est, par une route communale puis par les bois de Marcellin.

Les zones d'habitation les plus proches sont localisées approximativement à 0,8 km au nord et à l'ouest du site. La vue aérienne ci-dessous (Figure 1) présente la localisation du site (en rouge) et des zones résidentielles les plus proches (en rose).



Figure 1 : localisation du site (source Géoportail)

L'accès au site se fait par sa partie sud, du côté des bois de Marcellin, par un portail d'accès fermé par un cadenas. L'ensemble du site est clôturé par du grillage et des barbelés. Le site est gardienné mais un gardien n'est pas présent de manière continue sur le site.

Les différentes parcelles sur lesquelles la société SINTERTECH exploitait son activité, étaient louées à FEDERAL MOGUL, devenu propriétaire du site en 1998.

La partie nord a été rachetée par la société PORAL à la suite de la cessation d'activité de SINTERTECH en 2019. Elle comporte 3 bâtiments et diverses zones de stockage extérieures et est exploitée par PORAL pour ses activités de métallurgie des poudres. Les terrains achetés par PORAL ont été mis en sécurité et les déchets dangereux et non dangereux issus des activités de SINTERTECH ont été évacués et éliminés. **Cette zone est donc hors demande d'intervention de l'ADEME.**

La partie sud du site (objet de cette présente consultation) a été rachetée, en 2022, par Grenoble-Alpes-Métropole dans le cadre d'un projet de redéveloppement éventuel. Elle comporte 9 bâtiments ainsi que diverses zones extérieures : stockage, lavage, déchetterie... Cette zone est l'objet de la présente demande d'intervention de l'ADEME. Dans la mesure où les déchets présents sur le site relèvent de la responsabilité du dernier exploitant (SINTERTECH) et non du propriétaire (FEDERAL MOGUL initialement), la responsabilité relative à la mise en sécurité ne peut être transférée au nouveau propriétaire (Grenoble-Alpes-Métropole).

La Figure 2 ci-dessous présente la répartition des propriétés sur le site.

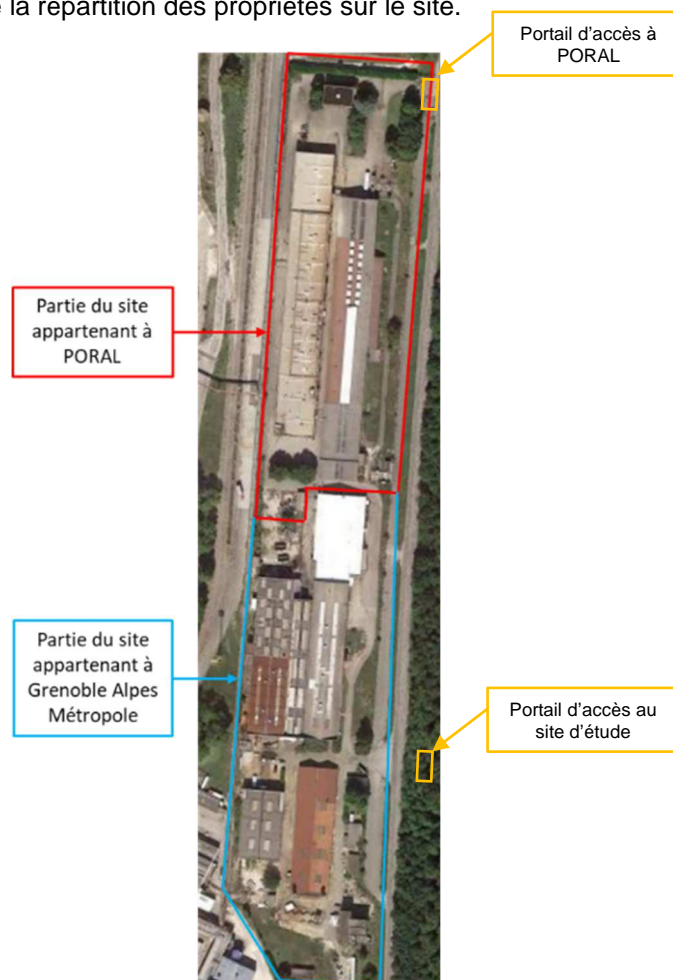


Figure 2 : répartition du site entre PORAL et Grenoble-Alpes-Métropole

➤ Historique du site

Le site SINTERTECH du Pont-de-Claix est exploité depuis 1916. Plusieurs activités s'y sont succédé :

- Activités des ateliers de chargement (1916-1949) :
Les terrains auraient appartenu aux Ateliers de Chargement (ACX) dépendant de l'armée française, dont les activités étaient la fabrication de munitions contenant du gaz de combat (ypérite, phosgène). L'étude des photographies aériennes suggère cependant que les terrains de la zone d'étude n'étaient pas utilisés pour ces activités (présence de parcelles agricoles et d'un bâtiment ressemblant à une ferme en partie sud du site).

Dans les années 1940, plusieurs bâtiments (actuels bâtiments 1B, 1C et 1D) ont été construits au droit du site : ces bâtiments étaient vraisemblablement utilisés pour des activités de désamorçage d'obus au gaz de combat. L'actuel bâtiment 1B aurait ainsi été utilisé comme atelier de déchargement des cartouches et gaz. Cependant les procédés employés ne sont pas connus, de même que la localisation précise des activités dans les bâtiments.

Plusieurs centaines d'obus et/ou munitions contenant de l'ypérite ont été enterrés sur le site ainsi que sur les zones attenantes. Les plans de localisation des zones sont très imprécis, avec notamment la présence potentielle de deux zones d'enfouissement : en partie ouest du site, à proximité du bâtiment F, ainsi qu'en limite sud du site. Malgré le curage de certains secteurs, l'existence d'un risque résiduel lié à la présence de munitions enterrées sur l'ensemble du site doit être considéré

L'armée se sépare du site en 1949.

- Activités de métallurgie des poudres :

Entre 1949 et 2019, des activités de métallurgie des poudres sont pratiquées. Ces activités ont été exercées par plusieurs exploitants : ALLIAGES FRITES METAFRAM jusqu'en 1991, SINTERTECH jusqu'en 1998, FEDERAL MOGUL SINTERED PRODUCT puis FEDERAL MOGUL OPERATIONS France jusqu'en 2007, puis par FM INDUSTRIES qui deviendra SINTERTECH.

Le site a été d'abord soumis au régime de la déclaration entre 1950 et 1962 puis à autorisation par la suite.

Ainsi, le site a utilisé de nombreux produits ou généré de nombreux déchets différents dans ses procédés. Le Tableau 1 ci-dessous résume les différents produits recensés dans les études historiques ou le dossier de cessation d'activité. À noter que ce tableau n'est, par essence, pas exhaustif :

Type de produit ou déchet	Utilisation	Ordre de grandeur de volume
Huiles : huile hydraulique, huile moteur et huile d'électrolyse	Notamment pour les presses OSMO, SOCOMPRESSES, compresseurs ATLAS COPCO	Inconnu
Poudres métalliques : fer, cuivre, nickel, stéarate de zinc, graphite, acier	Matière première	Inconnu
Fuel	Inconnue, potentiellement chauffage ?	Plusieurs cuves enterrées sur le site (potentiellement plusieurs dizaines de m ³) : retirées d'après les informations de CORAVAL
Lubrifiant : <i>Antonol</i> (contenant du trichloroéthylène), stéarate de zinc)	Re-compression par presses de calibrage mécaniques	Utilisation jusqu'en 2004 910 t de stéarate de zinc entre 1950 et 1983
Solvants , dont <i>Baltane</i> (solvant halogéné composé à 98% de TCE et 2% d'acide chlorhydrique), 1,1,1-trichloroéthane	Nettoyage des pièces et outils et de l'utilisation de la machine à laver à ultrasons jusqu'en 2004	100 à 150 t entre 1950 et 1983 2 600 l (6 fontaines de nettoyage et une machine à laver)
Liquide lessiviel	Nettoyage des outils et pièces par bain de lessive alcaline / opérations de barillage	Machines à laver alcalines : 3 400 l
Hydrocarbure paraffinique : <i>Isopar H</i>	Machine à laver à ultrasons, à partir de 2004	Inconnu
Cyanures	Four à bain de sel (partie appartenant actuellement à PORAL)	Inconnue
Sels : nitrites, nitrates et chlorures de baryum	Four à bain de sel (partie appartenant actuellement à PORAL)	Inconnu
Huiles d'imprégnation , pouvant être chargées en plomb	Déchets	50 à 100 t entre 1950 et 1983
Huiles de vidange potentiellement chargées en métaux ou éléments (plomb, cadmium, chrome, cuivre, nickel, fluor)	Déchets de vidange des machines sur l'ensemble du site	30 t/an en 1993

Type de produit ou déchet	Utilisation	Ordre de grandeur de volume
Eaux souillées huileuses et lessives de soude	Déchets issus du lavage des pièces usinées et Panier four Ipsen	280 t/an
Effluents liquides du lavage haute pression (eaux souillées huileuses, contenant environ 10 % d'huiles)	Déchets du lavage des machines et pièces d'entretien : envoyés sur une fosse de décantation de 16 m ³ , elle-même reliée à 2 cuves tampon de 16 m ³ avant rejet dans le réseau de la plateforme chimique	32 t/an
Huiles PCB	Transformateurs électriques	Une dizaine de postes transformateurs fonctionnant aux PCB

Tableau 1 : récapitulatif des différents produits utilisés sur le site et déchets générés

Sur la base des différentes informations recensées dans les études documentaires et historiques réalisées, le plan ci-dessous (Figure 3) met en évidence les principales aires potentiellement impactées sur le site.



Figure 3 : principales aires potentiellement impactées mises en évidence sur le site

À noter que les cuves enterrées de produits hydrocarburées auraient été retirées ou inertées d'après les informations fournies par CORAVAL (bureau d'études mandaté pour une mission d'assistance technique pour la gestion des huiles valorisables et la mise en sécurité du bâtiment 1D-1E). Aucun document attestant de cette information n'a été consulté mais ces cuves n'ont pas été observées lors des visites de site de CORAVAL.

➤ **Accidents et incidents identifiés**

Plusieurs incidents sont répertoriés sur le site :

- 1991 : incident sur le stockage d'hydrogène liquide, le stockage actuel d'hydrogène est localisé au nord du bâtiment 1E (zone appartenant désormais à PORAL) ;
- 1993 : déversement d'environ 600 kg de solvants chlorés à l'est du bâtiment 1D (zone appartenant désormais à PORAL) ;
- À plusieurs reprises et jusqu'en 2020 : déversement et/ou débordements au niveau de la fosse de récupération des eaux lessiviellles au nord du bâtiment 2F, sans que le curage des sols souillés ne soit systématique, ainsi en 2020 des eaux souillées d'huiles et de détergents se seraient déversées dans la zone et auraient atteint des zones non revêtues jusqu'aux abris à vélos ;
- À plusieurs reprises : submersion de la cuve enterrée d'huiles usagées, présente au niveau de la zone déchèterie en partie sud du site.

D'après les informations disponibles les pratiques environnementales du site pouvaient inclure l'utilisation de puisards et puits perdus, des rejets en nappe ou l'enfouissement de fûts (notamment au droit de l'actuel bâtiment 1E, à l'angle nord-est du bâtiment 2F, aux abords de la cuve de décantation des eaux lessiviellles).

1.3 Contraintes d'intervention

1.3.1 Etat des bâtiments, des structures et autres équipements

La numérotation des différents bâtiments présents sur le site est présentée sur la Figure 4 ci-dessous.

Réf. Bâtiments	Désignation
1B	Anciens fours et magasin (puis locaux administratifs)
1C	Hall de stockage
1F	Atelier de production
2F	Halle industrielle - Extension
2E	Petite Halle industrielle
2F bis	Halle industrielle - Extension
3F	Halle industrielle - Extension
D1	Poste de garde
D2	Magasin huiles
D3	Local Syndical



Figure 4 : Numérotation des bâtiments présents sur site

Globalement les bâtiments sont en plutôt bon état. De plus, ils ont tous été murés, en laissant un accès possible pour chacun d'entre eux via une porte, fermée à clé.

Aucun signe de fréquentation n'est présent.

Les voies de circulation entre les bâtiments sont en bon état, sans contrainte de circulation majeure pour des éventuels engins de chantier.

1.3.2 Présence d'amiante

L'ADEME a fait réaliser un **Repérage Amiante avant Travaux**. Ce repérage est joint en Annexe (**pièce 6.1**) du présent DCE.

Ce repérage révèle la présence de matériaux contenant de l'amiante (MCA) sur le sol (dalle de sol + colle) du local archives dans le bâtiment 1B, localisé sur les Figure 5 et Figure 6, ci-dessous.

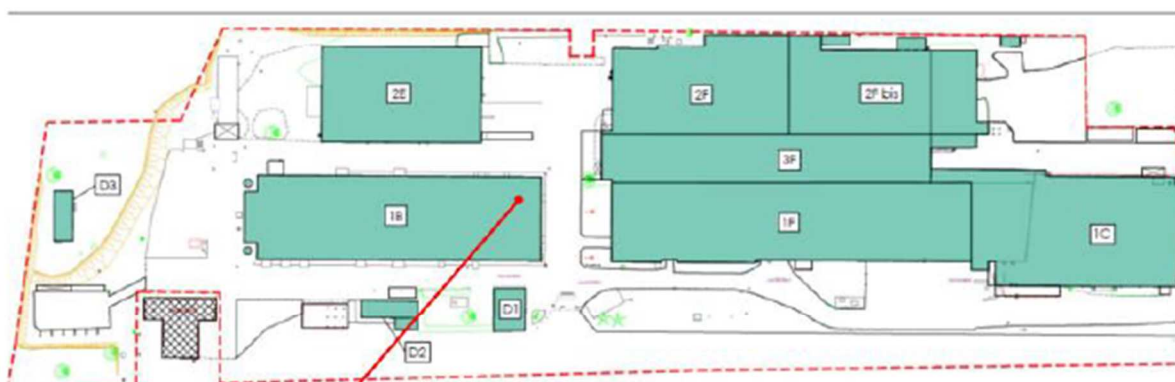


Figure 2 : Numérotation des bâtiments présents sur site

P12 : Dalle de sol

Figure 5 : Localisation MCA (dalle de sol + colle) dans le bâtiment 1B



P12 : Dalle de sol

Figure 6 : Photographie du sol contenant de l'amiante

Aucune évacuation de déchets n'est prévue dans ce local ; l'ensemble des déchets s'y trouvant seront laissés sur place.

A noter également que la nature du sol dans ce local (support en bois) est contaminée et est détruite par les champignons.

Il sera demandé au titulaire de condamner cette pièce exclue du périmètre d'intervention en phase de préparation de chantier

De plus, **aucun Repérage Amiante avant Travaux n'a été réalisé dans le Magasin à huiles** (bâtiment nommé D2 sur la Figure 4). Le magasin n'a pu être visité par l'ADEME car Grenoble Alpes Métropole n'a plus la clé de ce local. Néanmoins, des clichés antérieurs communiqués par la DREAL montrant la présence de déchets, ce local est bien inclus dans le périmètre d'intervention du titulaire. De ce fait, pour évacuer les déchets de ce local, une levée de doute préalable quant à la présence de matériaux amiantés sera prévue en concertation avec le titulaire et sera réalisée par un prestataire mandaté par l'ADEME.

1.3.3 Accès

Le site est entièrement clôturé avec un grillage d'au moins 2 mètres surmonté de barbelés.

Il est possible d'accéder au site via le portail d'entrée qui est fermé. Le site est gardienné, mais un gardien n'est pas présent en permanence sur site. Pour information, la société PORAL a créé sa propre entrée, plus au nord. De ce fait, la partie exploitée par PORAL est bien distincte de celle de SINTERTECH sans risque de coactivité. Le chantier sera donc considéré comme clos et indépendant.

L'accès principal est présenté dans la photographie ci-dessus.



Photographie 1 : portail d'entrée



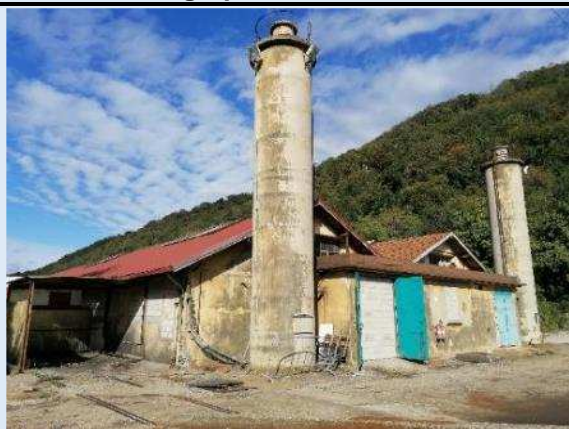
Photographie 2 : bâtiment 1C



Photographie 3 : bâtiment 1F



Photographie 4 : bâtiment 1F



Photographie 5 : bâtiment 1B



Photographie 6 : voies de circulation sur le site

A noter qu'il faudra éventuellement prévoir de casser la barre métallique horizontale du portail du bâtiment F, pour pouvoir faire passer un hydrocureur notamment. Cela sera à déterminer par l'entreprise sélectionnée, en fonction du matériel qui sera mis à disposition pour le chantier.

La Figure 7 ci-dessous permet de visualiser la barre métallique qui pourrait gêner l'accès des engins au bâtiment F



Figure 7 : photographie du portail au sud du bâtiment F

De plus, l'accès à la zone extérieure à l'ouest du bâtiment F, est très limité (passage d'engins impossible). Des déchets sont à évacuer dans ce secteur nommé Ouest du bâtiment 2F dans le Chapitre 1.4.2.



Figure 8 : passage limité entre la clôture nord et le bâtiment 1C

De plus, Grenoble Alpes Métropole n'a plus les clés du Magasin à huiles (bâtiment nommé D2 sur la Figure 4), le titulaire devra donc prévoir l'ouverture de la porte (cf. Figure 9). Il n'est en revanche pas demandé, de remettre en place une porte et serrure à la fin de la mission.



Figure 9 : Porte actuellement fermée du Magasin à huiles

1.3.4 Plomb

Compte tenu de la nature des travaux envisagés n'impactant pas les structures, la réalisation d'un diagnostic plomb n'est pas jugée nécessaire.

1.3.5 La présence de transformateurs contenant potentiellement des huiles PCB

La présence de transformateurs électriques sur le site n'est pas à exclure. La localisation historique des transformateurs est présentée en **Figure 3**. L'ADEME ne dispose pas d'informations permettant de déterminer si l'ensemble des transformateurs a bien été enlevé ou mis en sécurité. Les éventuels transformateurs n'ont pas été repérés par CURIUM et n'ont donc pas été caractérisés au préalable.

D'après les éléments observés lors de la visite de site du 25 juin 2025, les transformateurs présents en partie ouest du bâtiment 2F auraient été retirés. Toutefois, certains locaux contenant possiblement des transformateurs n'ont pas été visités, en raison de la présence d'un nid de guêpes.

Le titulaire devra donc au préalable vérifier la présence effective de transformateurs sur le site, et le cas échéant, caractériser les huiles contenues dans les transformateurs pour rechercher la présence éventuelle de PCB. La vérification se fera sur la base des localisations historiques présentées en **Figure 3** (hors zone du poste EDF dont la localisation est précisée en **Figure 11**).

En cas de présence avérée de PCB, les transformateurs devront impérativement être évacués. En revanche, s'ils ne sont pas contaminés aux PCB, le titulaire proposera le scénario le plus avantageux économiquement entre l'évacuation du transformateur ou uniquement la vidange des huiles avant de les laisser sur place.

En cas de présence de matériel contenant du gaz SF6, celui-ci sera retiré.



Figure 10 : Équipements électriques dans le bâtiment 2F

1.4 Les déchets présents sur le site (nature, conditionnement et quantité de déchets)

L'ADEME a fait réaliser un diagnostic déchets. Ce diagnostic est joint en Annexe (**pièce 6.2**) du présent **DCE**. Cette annexe comprend le rapport en version PDF ainsi que le tableau détaillant les déchets, au format xls.

Rappel : La nature et les quantités des déchets sont indiquées à partir de l'estimation de l'ADEME et CURIUM.

Il appartient au candidat, lors de la visite du site (cf. Règlement de la consultation § 3.9) de réaliser ses propres estimations quantitative et qualitative des déchets.

Ces estimations sont présentées ci-après pour chaque partie du site. A noter que les lignes en gris dans les Tableaux 2 à 7 correspondent aux déchets pouvant être laissés sur place (déchets non dangereux estimés ne présentant pas de risque d'incendie : non combustibles ou épars).

Le plan ci-dessous en Figure 11 permet de rappeler les différents secteurs où des déchets ont été identifiés.

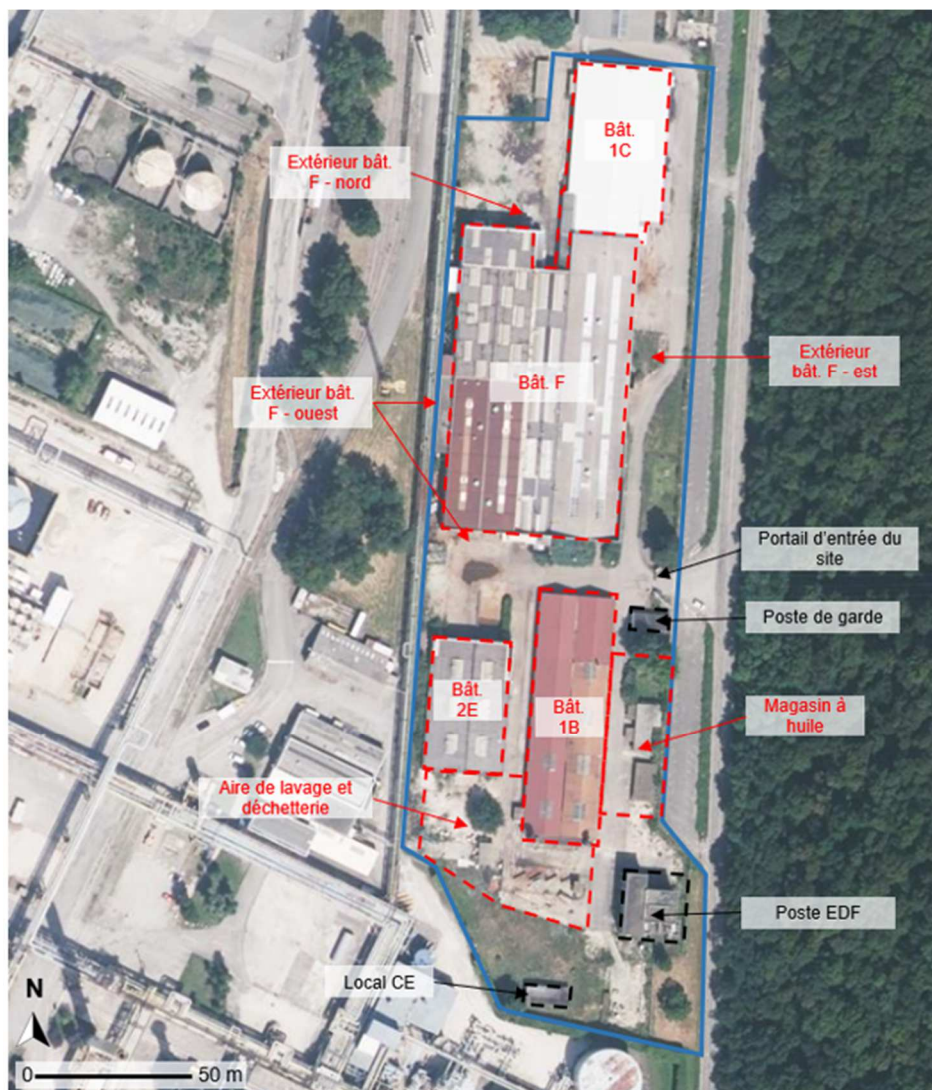


Figure 11 : Vue aérienne du site et présentation des différentes zones

1.4.1 Bâtiment F (1F, 2F et 3F) : Atelier de production et halle industrielle

Ce bâtiment abritait des activités de compression des pièces métalliques qui mettaient notamment en jeu plusieurs presses utilisant des huiles et potentiellement les bains de nettoyage des pièces métalliques. Les bâtiments sont aujourd'hui vidés de la plupart des matériels et déchets. Il y subsiste cependant les éléments présentés dans la suite du paragraphe.

CURIUM a relevé :

- 24 fosses (voir Figure 12) et 792 ml de caniveaux susceptibles de contenir divers déchets et notamment :
 - o huiles et brais ;
 - o eaux souillées en mélange avec des huiles et sédiments ;
 - o déchets solides souillés (DIB, ferrailles) ;
- quelques extincteurs et bouteilles de gaz épars ;
- des bidons ou petits fûts d'huiles, de pâteux ou de poudre métallique ainsi que des contenants souillés (GRV, bidons).

Les dalles béton de ce bâtiment sont souillées par des huiles, sur environ 10 % de la surface totale du bâtiment, d'après l'estimation réalisée par CURIUM.



Figure 12 : Plan schématique de la localisation et dénomination des fosses

Les déchets recensés dans l'ensemble de bâtiments F sont présentés dans le Tableau 2 ci-dessous.

Intitulé du produit	Quantité estimée
Eau souillée	113,27 t
Huile	38,88 t
Pâteux organique contenant des métaux lourds	16,16 t
Absorbants ou matériaux souillés par des substances chimiques	8,83 t
Déchet minéral solide autres qu'acide, basique	0,80 t
Emballages vides souillés par des substances dangereuses	0,11 t
Déchet minéral solide pulvérulent autres qu'acide, basique	0,10 t
Liquide bas pouvoir calorifique (Liquide organique, effluent de nettoyage, etc...)	0,10 t
Piles autres que lithium	0,03 t
Tubes néons ou autres sources lumineuses	0,01 t
Produits chimiques de laboratoire non réactif (contenant <10L)	0,01 t
Aérosols	1 unité
Extincteurs	8 unités
Bouteille de gaz inflammable	1 unité
Bouteille de gaz autres	4 unités
DEEE	0,11 t
Bois	1,1 t
DIB	1,02 t
Métaux	0,1 t

Tableau 2 : détail des déchets du bâtiment F (déchets à évacuer en noir)



Photographie 7 : fosses et caniveaux dans le bâtiment 2F



Photographie 8 : état des dalles dans les bâtiments



Photographie 9 : produits en petits contenants dans le bâtiment 2F



Photographie 10 : vue d'ensemble des bâtiments 1F et 3F

1.4.2 Zones extérieures

Autour des bâtiments 1F et 2F, plusieurs zones présentent des structures enterrées et / ou des déchets.

➤ À l'est du bâtiment 1F

Deux fosses enterrées sont présentes à l'est du bâtiment 1F. L'une comprend une petite quantité de boues en fond (fosse 1) et l'autre contient des eaux et des sédiments dans deux compartiments (fosses 2a et 2b). Les analyses réalisées par CURIUM indiquent que ces déchets ne seraient pas dangereux.



Photographie 11 : cuve ne présentant que quelques boues (fosse 1)



Photographie 12 : cuve contenant des eaux claires et des sédiments (fosses 2a et 2b)

➤ À l'ouest du bâtiment 2F

La zone comprend :

- Une fosse tri-compartmentée (fosse 2Fa, 2Fb) et 2Fc)) contenant des sédiments et de l'eau claire dans l'un des compartiments et de l'eau souillée dans les deux autres compartiments ;
- Un dépoussiéreur ;
- 3 GRV contenant du liquide de bas pouvoir calorifique.

Intitulé du produit	Extérieurs Bât. F
Eau souillée	4,40 t
Pâteux organique contenant des métaux lourds	0,7 t
Emballages vides souillés par des substances dangereuses	0,01 t
Liquide bas pouvoir calorifique (Liquide organique, effluent de nettoyage, etc...)	2,12 t
Extincteurs	2 unités
Bouteille de gaz inflammable	1 unité
DEEE	0,23 t
DIB	10,18 t
Métaux	2,40 t
Eau claire	23,40 t
Déchets inertes non pollués (gravats, déblais, etc.)	282,2 t

Tableau 3 : détail des déchets des zones extérieures à proximité du bâtiment F (déchets à évacuer en noir)



Photographie 13 : Vue globale de la zone (source CURIUM)



Photographie 14 : Fosse contenant des eaux claires et des sédiments (fosse 2Fc)

1.4.3 Bâtiment 1C : Hall de stockage

Ce bâtiment comprend principalement des huiles et des liquides basiques en GRV ou fûts, ainsi que des DIB en vrac.

Intitulé du produit	Bâtiment 1C
Huile	6,91 t
Liquide basique minéral	5,34 t
Emballages vides souillés par des substances dangereuses	0,12 t
Bouteille de gaz inflammable	1 unité
Peinture	0,02 t
DEEE	0,09 t
DIB*	40,75 t
Déchets inertes non pollués (gravats, déblais, etc.)	0,60 t

* Les DIB dans cette zone représentent un risque incendie (DIB combustibles en tas, d'où une évacuation de ces DIB)

Tableau 4 : détails des déchets du bâtiment 1C (déchets à évacuer en noir)



Photographie 15 : déchets liquides stockés en GRV, fûts (source CURIUM)



Photographie 16 : DIB présents (source CURIUM)

1.4.4 Bâtiment 1B : Anciens fours et magasin, puis locaux administratifs

Le bâtiment 1B comprend quelques déchets type D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) : imprimante, écrans d'ordinateur... ainsi que quelques déchets de bureaux (meubles, papiers, ...).

Intitulé du produit	Bâtiment 1B
Tubes néons ou autres sources lumineuses	0,01 t
Aérosols	0,01 t
Extincteurs	2 unités
Peinture	0,01 t
DIB	25 t + 5,31 t*
DEEE	0,92 t
Métaux	0,28 t

* une partie des DIB dans cette zone est considérée représenter un risque incendie (DIB combustibles en tas, d'où une évacuation de ces DIB)

Tableau 5 : détail des déchets du bâtiment 1B (déchets à évacuer en noir)



Photographie 17 : intérieur du bâtiment 1B



Photographie 18 : déchets de bureau et D3E

1.4.5 Bâtiment 2E : Petite halle industrielle

Ce bâtiment correspond à l'ancien *atelier poudres* du site. Il contient :

- des extincteurs regroupés dans un GRV ;
- des sacs de poudre métalliques ;
- des pots de peinture ;
- une vingtaine de GRV, des fûts et cuves souillés vides.

Des restes de poudre métallique sont également présents au sol et seront à nettoyer et évacuer. Cette prestation est comprise dans « Nettoyage des sols et gestion des déchets issus du nettoyage » (cf. Chapitre 2.6 du CCTP). Ces restes de poudres métalliques n'apparaissent donc pas dans le tableau ci-dessous.

Intitulé du produit	Bâtiment 2E
Huile	0,16 t
Liquide acide minéral	0,02 t
Absorbants ou matériaux souillés par des substances chimiques	0,35 t
Déchet minéral solide autres qu'acide, basique	1,00 t
Emballages vides souillés par des substances dangereuses	1,36 t
Déchet minéral solide pulvérulent autres qu'acide, basique	3,68 t
Liquide bas pouvoir calorifique (Liquide organique, effluent de nettoyage, etc...)	0,01 t
Extincteurs	30 unités
DEEE	0,07 t
DIB	2,48 t
Métaux	0,15 t
Déchets inertes non pollués (gravats, déblais, etc.)	0,03 t

Tableau 6 : détail des déchets du bâtiment 2Eb (déchets à évacuer en noir)



Photographie 19 : zone de stockage des emballages souillés



Photographie 20 : divers produits et déchets en mélange

1.4.7 Autres espaces extérieurs, aire de lavage, déchetterie, magasin à huile et aire de stockage des produits conditionnés

Une ancienne zone de déchetterie (en extérieur) est présente au sud du site (sud des bâtiments 1B et 2E). Cette zone de déchetterie comprend notamment :

- une cuve enterrée d'huile usagées d'un volume total de 6 m³ ;
- plusieurs GRV vides ou pleins d'huile ou d'eau souillée dispersés ;
- des bidons et fûts dispersés ;
- une ancienne aire de lavage avec fosse de récupération des eaux.

D'autre part, les bâtiments magasin à huile et local de produits chimiques, fermés lors de la visite de site par l'ADEME et lors de l'intervention de CURIUM, contiennent divers déchets, d'après les informations fournies par les services de la DREAL :

- dans le magasin à huile : une quarantaine de bidons de produits divers (huiles, détergents, ...) ainsi que quelques DIB ;
- dans le local « produits chimiques » : une vingtaine de fûts et bidons de divers produits (éthanol, huiles, solvants, diluant, acétone).

Le détail des déchets recensés par CURIUM et la DREAL sur l'ensemble de cette zone (espaces extérieurs et intérieur des bâtiments) est présenté dans le Tableau 7 ci-dessous.

- <u>Intitulé du produit</u>	Aire de lavage & déchetterie
Huile	12,92 t
Liquide basique minéral	0,30 t
Déchet minéral solide autres qu'acide, basique	0,02 t
Emballages vides souillés par des substances dangereuses	0,62 t
Liquide bas pouvoir calorifique (Liquide organique, effluent de nettoyage, etc...)	1,90 t
Liquide haut pouvoir calorifique (Solvant, etc...)	0,80 t
Tubes néons ou autres sources lumineuses	0,02 t
Extincteurs	5 unités
Bouteille de gaz inflammable	2 unités
Bois	2,08 t
DIB	0,57 t
Métaux	0,68 t
Déchets inertes non pollués (gravats, déblais, etc.)	0,88 t

Tableau 7 : détail des déchets des espaces extérieurs



Photographie 21 : zone de stockage des déchets



Photographie 22 : ancienne cuve d'huiles usagées



Photographie 23 : magasin à huile (source DREAL)



Photographie 24 : local produits chimiques (source DREAL)

1.4.1 Cas des transformateurs et autres appareils potentiellement contaminés aux PCB

Lors de son inventaire, CURIUM a identifié potentiellement contaminés aux PCB dans le bâtiment F. Ceux-ci n'ont pas été retrouvés lors de la visite de site du 25 juin 2025. Toutefois la présence d'appareils et/ou transformateurs contaminés aux PCB dans d'autres zones du site ne peut pas être exclue (cf. § 1.3.5).

À ce stade, il est estimé la présence de deux appareils sur le site, contenant chacun 1,2 t de fluide contaminé aux PCB.

1.4.2 Bilan des déchets présents

Intitulé du produit	Localisation / Zone	Quantité totale estimée	Quantité à évacuer
Eau souillée	Bâtiment F et alentours	117,67 t	117,67 t
Huile	Bâtiments F, 1C, 2E, espaces extérieurs	58,87 t	58,87 t
Transformateurs supposés PCB (estimation de 1,2 tonnes par transformateur)	Répartis sur le site	2,4 t	2,4 t
Liquide basique minéral	Bâtiment 1C, espaces extérieurs	5,64 t	5,64 t
Liquide acide minéral	Bâtiment 2E	0,02 t	0,02 t
Pâteux organique contenant des métaux lourds	Bâtiment F et alentours	16,86 t	16,86 t
Absorbants ou matériaux souillés par des substances chimiques	Bâtiments F et 2E	9,18 t	9,18 t
Déchet minéral solide autres qu'acide, basique	Bâtiments F et 2E, espaces extérieurs	1,82 t	1,82 t
Emballages vides souillés par des substances dangereuses	Bâtiments F et alentours, 1C, 2E, espaces extérieurs	2,22 t	2,22 t
Déchet minéral solide pulvérulent autres qu'acide, basique	Bâtiments F et 2E	3,78 t	3,78 t
Liquide bas pouvoir calorifique (Liquide organique, effluent de nettoyage, etc...)	Bâtiments F et alentours 2E, espaces extérieurs	4,13 t	4,13 t
Liquide haut pouvoir calorifique (Solvant, etc...)	Espaces extérieurs	0,8 t	0,8 t
Piles autres que lithium	Bâtiment F	0,03 t	0,03 t
Tubes néons ou autres sources lumineuses	Bâtiments F et 1B, espaces extérieurs	0,04 t	0,04 t
Produits chimiques de laboratoire non réactif (contenant <10L)	Bâtiment F	0,01 t	0,01 t
Aérosols	Bâtiments F et 1B	0,01 t	0,01 t
Extincteurs	Bâtiments F et alentours, 1B, 2E, espaces extérieurs	47 unités	47 unités
Bouteille de gaz inflammable	Bâtiments F et alentours, 1C, espaces extérieurs	5 unités	5 unités
Bouteille de gaz autres	Bâtiment F	4 unités	4 unités
Peinture	Bâtiments F, 1C	0,03 t	0,03 t
Bois	Bâtiment F et espaces extérieurs	3,18 t	-
DIB	Toutes zones	85,31 t	65,75 t
DEEE	Toutes zones hors espaces extérieurs	1,42	1,42 t
Métaux	Toutes zones hors bâtiment 1C	3,61 t	-
Eau claire	Alentours du bâtiment F	23,40 t	23,40 t
Déchets inertes non pollués (gravats, déblais, etc.)	Bâtiment 1C, 2E, alentours du bâtiment F et espaces extérieurs	283,71	-

Tableau 8 : bilan de l'estimation des déchets présents sur le site

L'ensemble des déchets dangereux sera à évacuer. Parmi les déchets non dangereux (bois, DIB, métaux, déchets inertes ...), seuls ceux présentant un risque d'incendie seront évacués. Ainsi, les déchets combustibles (DIB, bois) éparpillés sur le site seront laissés sur place.

2 PRESTATIONS A REALISER

2.1 Mission administrative préparatoire

2.1.1 Documents préparatoires

Le titulaire remettra les documents préparatoires suivants à l'ADEME dans un délai de maximum **10 jours ouvrés après notification du marché** :

- le **planning de réalisation** des prestations, opérationnel pour le suivi du chantier ;
- la **liste du personnel intervenant sur le chantier** avec CV et qualifications du titulaire et de ses éventuels sous-traitants (avec fourniture des DC4) ;
- les **CAP** disponibles à ce stade ;
- les **DICT** ;
- les diverses **autorisations et déclarations relatives aux opérations d'enlèvement de déchets** ;
- le(s) projets de **PPSPS** (établis avant la visite d'inspection commune (VIC) et à mettre à jour éventuellement selon les remarques formulées lors de la VIC) ;
- les **modes opératoires des opérations à réaliser** (identification, reconditionnement, stockage des déchets, nettoyage des sols et cuves, nettoyage des fosses...).

Ces documents devront être cohérents avec les éléments prévisionnels présentés dans l'offre. Toute modification devra être argumentée et justifiée par le titulaire.

- **L'ADEME disposera d'un délai de, 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces documents pour transmettre au titulaire ses commentaires et ses demandes de modifications ou de précisions.**
- **Le titulaire disposera d'un délai de, 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces remarques pour mettre à jour les éléments.**

⇒ **En cas de retard de fourniture des documents (initiaux/provisaires et/ou mis à jour), le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).**

Après un avis favorable **sur tous les documents préparatoires**, l'ADEME transmettra **un ordre de service (OS) de démarrage des travaux préparatoires** au titulaire lui permettant de démarrer les travaux préparatoires au chantier (installations de chantier, l'amenée sur site de l'ensemble du matériel nécessaire pour exécuter sa mission (hygiène, sécurité, engins de chantier, matériels divers, ...).

Le Titulaire démarrera ces travaux préparatoires dans un délai maximum **de 5 jours ouvrés après réception de l'OS**.

Ces travaux préparatoires devront être terminés dans **un délai maximum de 10 jours ouvrés** après réception de l'OS de démarrage de travaux préparatoires.

Le contrôle par l'ADEME, et le cas échéant par son AMO, de la conformité de ces travaux préparatoires constituera un point d'arrêt. Les travaux démarreront dans un délai maximum de **48 h ouvrées** après réception de **l'OS de démarrage des travaux**.

2.1.2 Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs

Dans le cadre de ses missions de maîtrise d'ouvrage, l'ADEME est tenue de mettre en application les lois et réglementations applicables en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, à savoir :

- les principes généraux de prévention, détaillés à l'article L.4121-2 du Code du travail ;
- les dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 sur les prescriptions d'hygiène et sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la prise en compte de la sécurité sur les sites et sols pollués, l'ADEME souhaite également suivre les dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ainsi, pour le site de **SINTERTECH à Pont-de-Claix** sur lequel la mission d'enlèvement de déchets peut impliquer une coactivité simultanée ou successive, une **mission de coordination sécurité protection de la santé (CSPS)** sera mise en œuvre par un coordinateur SPS.

Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS) sera établi avant le démarrage des travaux.

L'entreprise titulaire et ses sous-traitants devront respecter les dispositions réglementaires afférentes et notamment l'ensemble des prescriptions définies dans le cadre du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS) (Cf. Annexe (**pièce 6.3**)).

L'entreprise titulaire et chacun de ses sous-traitants devront participer à la visite d'inspection commune du site –VIC (Article R. 4532-13 du code du travail) organisée par le coordonnateur SPS et établir ensuite leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé (PP SPS).

Sauf accord écrit de l'ADEME (2^{ème} VIC acceptée pour une sous-traitance décalée dans le temps par rapport au démarrage du chantier par exemple), **en cas d'absence à la VIC d'un ou plusieurs sous-traitants acceptés par l'ADEME, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 3000 euros pour chaque nouvelle inspection commune devant être organisée.**

L'ADEME ou ses représentants se réservent le droit de faire procéder à l'arrêt immédiat du chantier aux frais du titulaire en cas de constat de non-respect de la réglementation en matière de sécurité. En cas de danger grave et imminent constaté sur le chantier, en cours de réalisation, le coordonnateur SPS est en droit d'intervenir directement auprès du titulaire pour faire cesser immédiatement ce danger.

Le titulaire assurera dans ces cas les conséquences financières éventuelles de cet arrêt de chantier étant entendu que des pénalités de retard seraient systématiquement appliquées dès lors que l'arrêt de chantier conduirait au dépassement du délai d'exécution prévu au marché.

Sous réserve des dérogations exceptionnelles prévues par les articles D. 4154-2 à D. 4154-6 du code du travail , il est interdit d'employer un salarié temporaire pour effectuer des travaux dangereux (exposition à certains agents chimiques dangereux) dont la liste est donnée par l'article D. 4154-1 du Code du travail. L'ADEME considère que les agents chimiques dangereux présents sur le site de SINTERTECH ne peuvent être connus de manière exhaustive. Ainsi, pour réaliser les missions d'enlèvement de déchets, une exposition potentielle aux agents chimiques dangereux (ACD) énumérés à l'article D4154-1 du code du travail ne peut être rigoureusement exclu. Conformément à ce même article et de façon conservatoire en regard de cette potentielle exposition à certains ACD, l'intervention du titulaire pour réaliser les missions d'enlèvement de déchets peut être réglementairement considérée comme des travaux dits particulièrement dangereux. En conséquence, l'affectation de travailleurs temporaires à ces travaux doit faire l'objet d'une demande de dérogation adressée au DREETS avec avis du médecin du travail et du CSE (Cf. article D4151-3 du code du travail).

2.1.3 Autorisations et informations préalables

L'ADEME s'engage à obtenir les autorisations nécessaires permettant de pénétrer et d'occuper temporairement les parcelles sur lesquelles l'entreprise réalisera les prestations.

Toutes les autres demandes d'autorisation, déclarations obligatoires et informations sont à la charge du titulaire.

Seuls les représentants du titulaire et de ses sous-traitants seront autorisés à entrer sur le chantier. Par ailleurs, le chantier devra être en permanence ouvert aux représentants de l'ADEME ou à toute autre personne désignée par elle.

2.1.4 Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

Dans le cadre de cette mission d'enlèvement des déchets, aucun travaux de fouilles, de déconstruction n'est prévu.

Toutefois, certains travaux d'enlèvement des déchets sont susceptibles d'être effectués à proximité de réseaux d'électricité aériens.

Les déclarations de projet de travaux (DT) ont été établies par l'ADEME le 1^{er} avril 2025 et sont jointes à la consultation (Annexe **pièce 6.4** du présent DCE), de même que les réponses fournies par les concessionnaires et les exploitants des réseaux.

2.2 Préparation, organisation et logistique du chantier

2.2.1 Etat des lieux

Un état des lieux sera réalisé par un huissier, avant le début des travaux et après la remise en état du site. Ce constat sera organisé et à la charge de l'ADEME.

En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.

2.2.2 Préparation du chantier

2.2.2.1 Planning

Le titulaire devra tenir son planning à jour tout au long du chantier pour permettre à l'ADEME de suivre l'exécution des opérations.

Il conviendra de tenir compte dans le planning des délais associés à la mise en signature des BSD auprès de l'ADEME (détenteur / producteur du déchet) permettant la sortie du ou des déchets du site. Il en sera de même sur la réception définitive de ces derniers par les centres concernés permettant d'obtenir les BSD définitifs pour compléter le rapport final.

Le programme des travaux tiendra compte en particulier du rythme d'acceptation des déchets par les centres autorisés.

2.2.2.2 Installation du chantier

Seront à la charge du titulaire les aménagement et moyens pour la phase de préparation et d'installation du chantier, et notamment (liste non exhaustive) :

- Un panneau de chantier de dimensions 2 x 1,5 m à l'entrée du site, couleur, indiquant la nature des travaux, les numéros et intitulés des APTO et APOS, les noms, les coordonnées et les logos du maître d'ouvrage, de l'entreprise titulaire et de leurs sous-traitants éventuels ;
- Un panneau (plaque au format A3) « Ici l'Etat investit pour la mise en sécurité du site SINTERTECH ». La charte de ce panneau est défini ici : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/auvergne-rhone-alpes/Region-et-institutions/L-action-de-l-Etat/Amenagement->

- Des panneaux de signalisation en dur (« chantier interdit au public », « port des EPI », etc.) et balisage (identification des zones de travail) ;
- Bureau équipé en mobilier et connexion internet, voire d'une salle de réunion pouvant accueillir un représentant de l'ADEME, son assistant s'il est prévu, le CSPS, le représentant de l'entreprise de travaux et un représentant de chacun des sous-traitants de l'entreprise de travaux. Ces locaux devront être éclairés et chauffés selon les prescriptions du PGC SPS ;
- Installations d'accueil des salariés de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants (vestiaires, sanitaires, douches, zone/SAS de décontamination, etc.) en conformité avec les prescriptions du PGC SPS ou du plan de prévention ;
- Clôtures provisoires interdisant l'accès du public à l'ensemble du chantier avec système de fermeture (possibilité d'utiliser et d'améliorer l'existant) ;
- Localisation des réseaux, branchement, raccordement aux réseaux d'eau potable, de distribution électrique, d'évacuation des matières usées ;
- Aménagement des voies d'accès des véhicules légers et poids lourds, d'une zone de stationnement, avec éclairage éventuel ;
- Aménagement des aires de conditionnement, de stockage temporaire des déchets en attente de chargement et des aires de chargement (mesures de prévention contre la pollution de l'air, des eaux (souterraines et superficielles) et des sols) ;
- Gestion des déchets générés par le titulaire sur le chantier (eaux usées, matériels souillés, combinaisons jetables, gants, etc.) ;
- Moyens et matériels en matière de sécurité y compris les moyens de contrôle, le matériel de premiers secours ;
- Aménagement des accès aux déchets et aux zones de chargement ;
- Ainsi que toutes prestations, moyens et matériels que les candidats jugeront nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

Pendant toute la durée du chantier, l'accès au site sera fermé. L'ouverture du site ne sera effectuée que lorsque l'intervention le nécessitera.

Le titulaire aura à garantir les matériaux, les installations, l'outillage et le matériel des dégradations et/ou vols qu'ils pourraient subir, notamment du fait d'intempéries ou d'effractions ;

Le titulaire devra réparer les dommages provenant des défauts de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages, bâtiments, clôtures, ... qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage, restant en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Aucune indemnité ne sera allouée au titulaire pour les pertes, avaries ou dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, les défauts de moyens ou les fausses manœuvres.

Le titulaire contrôlera l'état d'alimentation en électricité et en gaz du site. Il prendra toutes les dispositions nécessaires en cas d'absence de consignation de ces utilités.

Le titulaire devra faire contrôler par un bureau de contrôle l'ensemble des installations qui sera alimenté électriquement.

Il aura à sa charge la protection de ses installations et la mise en place d'une signalisation conforme aux prescriptions des textes en vigueur au moment de l'exécution.

2.2.3 Aménagement des aires déconditionnement, de reconditionnement et de stockage des déchets en attente d'évacuation vers le centre de traitement

Dans le cas où les déchets conditionnés, reconditionnés et identifiés par un système de marquage prédéfini devraient être stockés en attente de leur évacuation, ces déchets seront stockés sur des aires distinctes en fonction de **leur composition, leur nature, leur propriété (dont leur compatibilité) et leur réactivité chimique**. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique évitant aux opérateurs tout risque de stockage de produits incompatibles.

Il est impératif que les déchets banals soient systématiquement stockés à part des déchets dangereux.

2.3 Mise en sécurité des zones de travaux

La définition des mesures de prévention et de sécurisation est de la responsabilité du titulaire du marché qu'il pourra faire valider par un bureau de contrôle s'il l'estime nécessaire. Il ne revient pas à l'ADEME, ni à son assistant et ni au coordinateur SPS de l'ADEME de valider les mesures que le titulaire envisage de mettre en œuvre pour mettre en sécurité les zones de travail.

2.3.1 Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence de matériaux amiantés

Le local identifié comme amianté suite au RAT transmis en annexe, devra être matérialisé, de sorte à l'exclure du périmètre du chantier.

Suite à l'ouverture du local magasin, la réalisation d'un RAT complémentaire pourra être nécessaire. Cette prestation sera réalisée par un prestataire mandaté par l'ADEME.

2.3.2 Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence des transformateurs électriques susceptibles de contenir des PCB

A noter : Pour éviter toute contamination des sols par vandalisme, les opérations d'évacuation pour élimination des transformateurs / redresseurs, condensateurs électriques et appareils contenant des fluides diélectriques souillés de PCB ou non seront réalisées dès le démarrage du chantier.

Des transformateurs électriques susceptibles de contenir des fluides diélectriques contaminés aux PCB sont susceptibles d'être présents sur site. Leur localisation potentielle est présentée sur la **Figure 3** (hormis les deux transformateurs localisés au niveau du poste EDF qui est hors site). Il apparaît que certains d'entre eux, au moins, ont déjà été évacués.

Aussi, et dans un premier temps, le titulaire effectuera une recherche de la présence éventuelle de transformateurs restants. À noter qu'un nid de guêpes est présent au niveau du local au sud du bâtiment 1B. Le titulaire devra au préalable faire retirer le nid pour assurer la sécurité de ses opérateurs.

Si des transformateurs subsistent, il appartiendra au titulaire **de vérifier et contrôler la présence d'un fluide diélectrique isolant sur chaque transformateur électrique ou appareil susceptible d'en contenir**. En cas de présence d'une huile isolante, un prélèvement suivi d'une analyse sera réalisé afin de déterminer les teneurs en PCB du fluide.

En présence de PCB, il sera procédé à l'évacuation systématique de ces équipements pour élimination. En l'absence de PCB il pourra être procédé à une simple vidange des huiles contenues dans les appareils, si plus pertinent technico-économiquement.

De la même manière, tout élément partiellement rempli d'huile isolante de vidange susceptible de contenir des PCB (bac, seau, fût ...) fera l'objet d'un prélèvement et d'une analyse afin de déterminer

les teneurs du fluide et de déterminer la filière de traitement adaptée. En cas de présence de matériel contenant du gaz SF6, celui-ci sera géré.

2.3.3 Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence de nombreuses fosses dans le bâtiment F

De nombreuses fosses ouvertes sont présentes dans le bâtiment F. Le risque de chute est élevé. Il appartiendra au titulaire de s'assurer de la sécurité de ses interventions à proximité : vidange, nettoyage de ces fosses, et également le nettoyage du sol.

Les mesures de protections collectives (organisation du chantier et des circulations, barriérages...) seront privilégiées sur les mesures de protection individuelles.

En revanche, il n'est pas attendu de mesure de mise en sécurité pérenne (remplissage, pose de panneaux au sol ou de barriérage) de ces fosses qui sont situées à l'intérieur du bâtiment. Seules les fosses en extérieur feront l'objet d'une sécurisation pérenne avec un remplissage par un matériau inerte.

2.4 Gestion des déchets

2.4.1 Phase identification des déchets

La phase d'identification doit permettre de connaître les paramètres physico-chimiques des déchets dangereux présents sur le site (cf. §1.4), afin d'organiser le chantier et de procéder à leurs évacuations et à leurs éliminations dans des conditions techniques et financières appropriées.

Les déchets dangereux et non dangereux feront l'objet d'une identification et d'un tri dont les objectifs seront :

- D'obtenir au moins 3 jours avant le départ du site, les certificats d'acceptation préalable des déchets.
- De constituer des lots homogènes pouvant suivre une filière technique de traitement appropriée.

Les éventuels surcoûts engendrés suite à un envoi des déchets à une destination erronée, due à une mauvaise appréciation de l'entreprise, resteront à sa charge pleine et entière.

Il est précisé que la ligne d'affectation de caractérisation du déchet ne pourra pas être modifiée par le titulaire après le départ du site.

2.4.2 Phase conditionnement et reconditionnement des déchets

Des déchets divers et notamment en vrac nécessiteront d'être conditionnés et/ou reconditionnés (sacs éventrés, fûts dégradés, ...). Ces conditionnements et reconditionnements se feront dans le but d'éliminer les déchets au meilleur coût dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur.

L'entreprise titulaire devra :

- Tenir compte des exigences des centres de traitement en ce qui concerne le conditionnement et les qualités des déchets acceptés. **Les CAP devront être transmis à l'ADEME au fur et à mesure de leur obtention s'ils n'ont pas été fournis à la notification du marché et 3 jours ouvrés avant toute expédition du déchet concerné. Tous les numéros des CAP devront également être reportés sur le registre déchets mentionné au §3.3 du présent cahier des charges.**
- Respecter la réglementation de transport de matières dangereuses (ADR).

L'entreprise titulaire devra assumer l'intégralité des surcoûts engendrés par le refus d'un déchet pour non-conformité du conditionnement ou du contenu.

De la même manière l'entreprise titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à une erreur de conformité avec la réglementation de transport de matières dangereuses.

2.5 Mise en sécurité des réservoirs (fosses/cuves) et des réseaux de transport d'effluents non reliés aux équipements

On entend par :

- Réseau de transport d'effluent : l'ensemble des ouvrages fermés de transport des fluides comme p.ex. : canalisation, conduites, tuyaux, égouts... Ces ouvrages peuvent être aériens ou enterrés (réseaux de transport d'effluent réseaux non reliés aux équipements : l'ensemble des ouvrages/conduites fermés de transport des effluents et non reliés directement aux réservoirs à mettre en sécurité)
- Réservoirs fermés : l'ensemble des cuves, citernes, silos ... aériens ou enterrés, horizontaux ou verticaux, rigides ou souples, métalliques ou non
- Réservoirs ouverts l'ensemble des bassins, fosses, bacs (par exemple rétention) d'une profondeur importante... encaissés dans le sol ou aériens
- Produits pompables : produits suffisamment fluides qui peuvent en l'état être pris en charge par un système de pompage, en particulier par un système d'aspiration sous vide comme les hydrocureurs.
- Produits solidifiés : produits pâteux/boueux qui en l'état ne sont pas suffisamment fluides pour être pris en charge par un système de pompage, en particulier par un système d'aspiration sous vide comme les hydrocureurs. Ces produits peuvent être rendus pompables par action d'ajout d'eau (ex : haute pression permettant de casser la cohésion d'un produit – cas des matériaux thixotropes) ou de chauffage permettant de les rendre suffisamment fluides pour être pris en charge par un système de pompage, en particulier par un système d'aspiration sous vide comme les hydrocureurs).

La mise en sécurité comprend les missions suivantes :

Pour les RESERVOIRS ENTERRES ET FERMES (deux fosses à l'extérieur du bâtiment F à l'est (fosses 2a et 2b), fosses 2F a) b) et c) à l'extérieur du bâtiment F à l'ouest, bac à huile usagée au niveau de l'aire de lavage :

- Ouverture et identification du contenu avec ou sans trou d'homme,
- Vidange, nettoyage et dégazage des produits pompables
- Inertage (neutralisation) à l'aide d'un matériau inerte, uniquement les « réservoirs » présentant un risque d'accumulation de vapeur (à déterminer en fonction des résultats de l'identification du contenu)
- Nettoyage et curage des réseaux de transport d'effluent reliées directement aux équipements vidangés pour écarter toute souillure pendant l'opération et une fois celle-ci terminée
- Obstruction des réseaux de transport d'effluent, de façon à écarter durablement tout risque de pollution.

Pour les RESERVOIRS OUVERTS (fosse de la zone de lavage, déshuileur au sud du site, l'ensemble des fosses du bâtiment F) :

- Identification du contenu
- Vidange et nettoyage des produits pompables
- Vidange et nettoyage des produits solidifiés le cas échéant :
- Nettoyage et curage des réseaux de transport d'effluent reliées directement aux équipements vidangés pour écarter toute souillure pendant l'opération et une fois celle-ci terminée
- Purge des réseaux de transport d'effluent reliées directement aux équipements vidangés

- *Obstruction des réseaux de transport d'effluent, de façon à écarter durablement tout risque de pollution.*

Il est rappelé qu'aucune sécurisation (type barriérage, comblement ou pose de plaque) n'est attendue pour les fosses localisées en intérieur.

Sujet des RESEAUX DE TRANSPORT D'EFFLUENTS à discuter lors de la visite de site :

Des réseaux de transport d'effluents ont été identifiés dans le bâtiment 2F (réseaux en hauteur au niveau de la halle principale et réseaux de couleur bleue en partie ouest). Ces réseaux muraux n'ont pas été caractérisés par CURIUM, ils n'ont donc pas été inspectés à ce jour.

Le prestataire missionné-procèdera à l'identification du contenu de ces réseaux (typologie de réseau, présence éventuelle de produit liquide, émanations gazeuses, ...).

En cas de présence de produit, ces canalisations seront gérées dans un second temps. Il n'est donc pas demandé, à ce stade, de prévoir la gestion de ces canalisations ou des produits qui pourraient y être présents.

La Figure 13 ci-dessous permet de visualiser les réseaux de transport d'effluents en question.

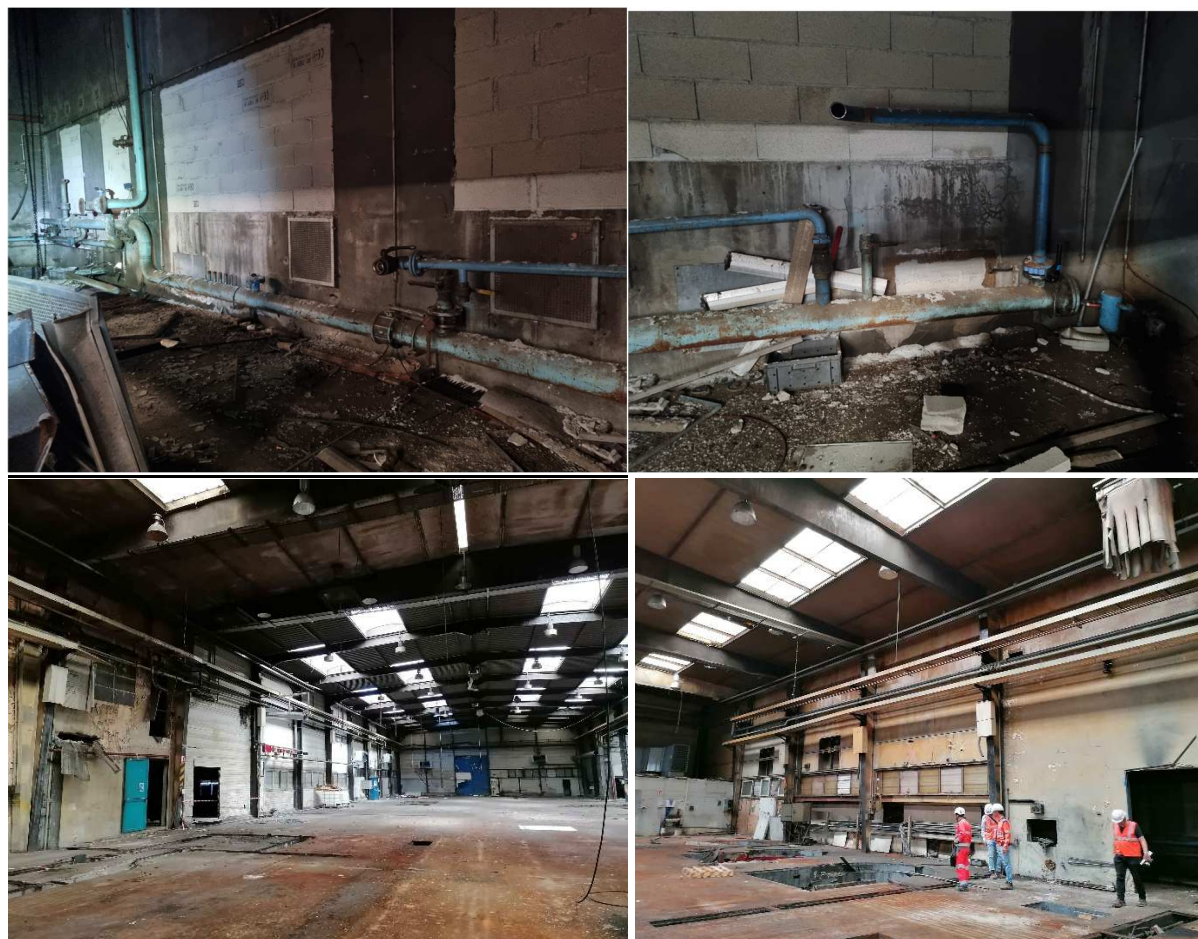


Figure 13 : Réseaux de transport d'effluents non inspectés à ce jour dans le bâtiment 2F

Pour l'ensemble des réservoirs, les déchets et les eaux de rinçage souillées/eaux de nettoyage seront collectés et évacués séparément pour élimination en centre de traitement autorisé.

- **Les prestations de vidange, de dégazage, de nettoyage des réservoirs et ses réseaux de transport d'effluent reliés seront rémunérés au forfait incluant les coûts de récupération et d'élimination des eaux de nettoyage.**

- L'élimination des déchets sera rémunérée quant à elle en fonction des quantités récupérées.

Les eaux de nettoyage du réservoir et de ses réseaux de transport d'effluent sont collectées et quantifiées séparément et envoyées dans une filière adaptée. Le titulaire proposera pour signature :

- Le BSD correspondant aux eaux de nettoyage et
- Le BSD du déchet liquide pompé.

2.6 Nettoyage et gestion de déchets issus du nettoyage (sols, caniveaux et rétention de faible profondeur)

On entend par caniveaux l'ensemble des ouvrages ouverts de transport des effluents comme p.ex. : caniveaux, rigoles, canaux, ... Ces ouvrages peuvent être encaissés dans le sol ou non et munis ou non d'une grille.

➤ **Nettoyage des sols :**

Après évacuation des déchets, les sols présentant des traces de souillures, sur lesquels des déchets dangereux ont été stockés, seront nettoyés par le titulaire :

- Bâtiment F :
 - Sol du bureau couvert d'huile dont la surface est estimée à 100 m² environ (1) ;
 - 10 % de la surface au sol du bâtiment soit une surface estimée à 535 m², qui est plus ou moins souillée de produit gras (2) ;
 - En extérieur à l'ouest du GRV 1 : dalle béton de 10 m² souillée par un liquide BPC.
- Bâtiment 2E :
 - 50 % de la surface au sol du bâtiment soit une surface estimée à 550 m², qui est souillée par de la poudre métallique (4) ;
- Aire de lavage :
 - Zone de nettoyage de l'aire de lavage : environ 20 m² (5)
 - Autour du bac à huiles usagées : environ 20 m² (6).



Figure 14 : Localisation des surfaces à nettoyer numérotées de 1 à 6

Le nettoyage à sec sera privilégié (balayage, raclage, rabotage etc.). Cependant si ce n'est pas techniquement réalisable, un appareil à haute pression pourra être utilisé. Dans ce cas, **l'objectif est de générer le plus faible volume d'eaux de nettoyage possible** et toutes les mesures devront être prises pour éviter un écoulement des eaux polluées de nettoyage dans le milieu naturel, en prenant les mesures adéquates pour les collecter, puis les traiter dans un centre collectif.

Les eaux de nettoyage seront collectées et quantifiées séparément et envoyées dans une filière adaptée. Le titulaire proposera pour signature :

- Le BSD correspondant aux eaux de nettoyage et
- Le BSD du déchet solide issu du nettoyage

Les prestations de **nettoyage** ainsi commandées seront rémunérées :

- Au forfait, calculé selon les m² à nettoyer en incluant les coûts de récupération, d'élimination et de traitement des eaux de nettoyage ;
- L'élimination des produits solides issus du nettoyage sera rémunérée quant à elle en fonction des quantités récupérées.

Les déchets solides issus du nettoyage à sec sont envoyés dans une filière de traitement adaptée. Le titulaire proposera pour signature le BSD correspondant.

Les prestations de **nettoyage** ainsi commandées seront rémunérées au forfait, calculé selon les m² à nettoyer en incluant les coûts de récupération, d'élimination et de traitement des déchets

➤ **Nettoyage et curage des caniveaux :**

Après le nettoyage des sols, le titulaire procédera à la localisation, à l'identification des contenus, au curage et au nettoyage des **caniveaux ouverts du site au niveau du bâtiment F**.

- Partie 1F : le linéaire des caniveaux à nettoyer est estimé à environ 300 ml + curage des caniveaux de la fosse 8 de 50 ml environ ;
- Partie 2F : le linéaire des caniveaux à nettoyer est estimé à environ 342 ml ;
- Partie 3F : le linéaire des caniveaux à nettoyer est estimé à environ 100 ml ;
- Partie 1E : le linéaire des caniveaux à nettoyer es estimé à 25 ml.

Les prestations de **nettoyage** et de **curage des caniveaux** ainsi commandées seront rémunérées :

- Sur la base du prix unitaire au mètre linéaire de réseau nettoyé en incluant les coûts de récupération, d'élimination et de traitement des eaux de nettoyage
- L'élimination des produits solides issus du nettoyage sera rémunérée quant à elle en fonction des quantités récupérées.

Les caniveaux contiennent des liquides composés d'hydrocarbures et des mélanges d'huiles.

Les sols et les caniveaux identifiés seront nettoyés afin de retirer les matières mobilisables pouvant constituer une source potentielle de pollution.

Il est rappelé qu'aucune sécurisation (type barriérage, comblement ou pose de plaque) n'est attendue pour les caniveaux, ceux-ci étant en intérieur uniquement.

2.7 Chargement, transport et traitement (type de traitement et proximité des filières) des déchets

2.7.1 Chargement et transport des déchets

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens de contrôle des chargements partant vers les centres de traitement ou de valorisation. Tous les chargements seront pesés par catégories et types de déchets.

La traçabilité des déchets dangereux (y compris amiante, DASRI et gaz fluorés) et des Déchets Non Dangereux inertes ou non inertes, jusqu'alors assurée par des Bordereaux de Suivi des Déchets papiers (cerfa 12571*01 pour les BSDD / cerfa 11861*03 pour les BSDA) sera dématérialisée via la plateforme Trackdéchets.

Le titulaire devra obligatoirement utiliser la plateforme Trackdechets pour assurer la traçabilité de tous les déchets sortis du site. Il aura la responsabilité de la création de l'ensemble des BSD et de la bonne complétude de ces derniers permettant ainsi de les présenter à l'ADEME pour signature.

Pour ce faire, la méthodologie à appliquer sera la suivante :

- **L'ADEME sera déclarée en tant que « Producteur / Détenteur du déchets » en cadre 1** en renseignant les indications suivantes :
 - Le numéro de SIRET de l'ADEME : 38529030900454 ;
 - Le nom de l'agence rattachée au SIRET : ADEME ANGERS (49) ;

- Le nom de la personne responsable : Mathilde ECOUELLAN . Noémie PERRIER
- Le mail suivant : mathilde.ecouellan@ademe.fr / noemie.perrier@ademe.fr
- Particularités pour les BSDD : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
 - La case « Autre détenteur » sera cochée ;
- Généralités (BSDA ou BSDD) : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
 - Une adresse de chantier ou de collecte sera précisée, elle fera référence au présent site – SINTERTECH / voie des collines / Le Pont-de-Claix (38 800) ;
 - L'Arrêté Préfectoral régissant les présentes opérations sera également rappelé via l'encart « informations complémentaires » selon la trame suivante : en application de l'arrêté du 5 décembre 2024 relatif aux travaux d'office sur le site de SINTERTECH à Pont-de-Claix.
- **L'entreprise titulaire du marché se déclarera en tant que :**
 - « **Courtier / Négociant** » si l'entreprise s'est déclarée préalablement en préfecture. Par conséquent, le récépissé valide associé à cette déclaration sera à fournir à l'ADEME en phase préparatoire ;
 - **Ou à défaut, comme « Intermédiaire ».**

Un formalisme particulier sera appliqué quant au référencement des BSD produits. Cela sera précisé au sein de l'onglet « émettre du déchet » dans l'encart réservé « Autre Numéro Libre » :

- Le Formalisme appliqué sera le suivant : SINTERTECH / Le Pont-de-Claix (38) / N°X (incrémentation des BSD).

La signature dissociée a été retenue par l'ADEME, cela implique une anticipation de la part du titulaire permettant de présenter chaque BSD en signature auprès de l'ADEME au minimum 3 jours ouvrés avant la date de sortie du déchet du site. Le titulaire se chargera d'informer le Chef de Projet ADEME en charge du site ainsi que le Coordinateur Territorial ADEME via la communication d'un mail d'alerte informant de la mise à disposition pour signature d'un ou de plusieurs BSD sur la plateforme.

- Contacts pour la présente opération :
 - Chef de projet ADEME :
 - Mail : noemie.perrier@ademe.fr / Tel : 04 72 83 09 35 et/ou ;
 - Mail : mathilde.ecouellan@ademe.fr / Tel : 04 72 83 46 23
 - Coordinateur Territorial ADEME (à solliciter en cas d'absence du Chef de projet ADEME) : Mail : claire.debayle@ademe.fr / Tel : 04 72 83 84 56

Remarque : Ce même délai s'applique pour toute sollicitation liée à un besoin de modification du BSD par le « Producteur / Détenteur du déchet » après signature ou suite à sa révision.

Cela signifie que l'ensemble des pièces permettant de s'assurer de la véracité des éléments renseignés ait été préalablement diffusé à l'ADEME, à savoir :

- L'Arrêté Préfectoral régissant l'activité de l'exutoire ;
- Le Certificat d'Acceptation associé au déchet à évacuer ;
- Le récépissé associé à la déclaration du titulaire en tant que « Courtier / Négociant » en cours de validité ;
- Le récépissé de transport de déchets dangereux et/ou non dangereux du transporteur déclaré en cours de validité.

Les conditions de transport des déchets devront être conformes aux réglementations en vigueur et en particulier à celle sur le transport des matières dangereuses (déclaration en Préfecture, arrêté ADR...).

⇒ **En cas de retard de transmission des CAP et des récépissés, le titulaire encourra une pénalité par jour calendrier de retard (cf. projet de marché article 6).**

⇒ **En cas de retard de transmission dans la soumission des BSD pour signature par l'ADEME sur la Plateforme Trackdéchets, le titulaire en assumera les potentielles conséquences (rendez-vous filière(s), impacts sur le(s) transporteur(s), impact(s) sur les délais chantier, etc...).**

2.7.2 Choix des filières de traitement retenues (type de traitement et proximité)

Choix des filières de traitement

L'ensemble des déchets collectés, des emballages souillés, des résidus et eaux de nettoyage sera traité dans des centres de traitement collectifs autorisés au titre de la législation sur les Installations Classées.

L'ADEME entend privilégier les moyens de traitement permettant, dans des conditions respectueuses de l'environnement :

- **de réaliser en priorité une valorisation "matière" des déchets évacués (en filières industrielles locales par exemple),**
- **sinon, de réaliser, si possible, une valorisation énergétique de ces déchets**
- **la mise en décharge ne devra intervenir que pour des déchets "ultimes"**

Le choix des filières de traitement devra être déterminé dans un souci de favoriser le principe de proximité pour le traitement des déchets lorsque cela est possible techniquement.

Le titulaire devra tenir compte des exigences des centres d'élimination en ce qui concerne le conditionnement et les qualités des déchets acceptés. Le titulaire devra assumer l'intégralité des surcoûts engendrés par le refus d'un déchet pour non-conformité du conditionnement ou du contenu étant établi que les coûts de transport et d'élimination des déchets ne pourront être modifiés après départ du site.

Toute modification du type de traitement et de la filière de traitement doit être argumentée et justifiée, et validée auprès de l'ADEME. En absence de la validation par l'ADEME aucun changement de filière ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.

2.8 Repli du chantier et remise en état des lieux

En fin de travaux, les lieux ayant servi aux installations de chantier, devront être remis en état. Les aménagements et moyens prévus pour la remise en état des lieux seront à la charge du titulaire. Ils doivent comporter au minimum :

- Le repli du chantier et moyens de fermeture (clôture provisoire, portails provisoires...) du chantier,
- Le nettoyage du site,
- La remise en état de la route en cas de dégradation

Il est rappelé (cf. §2.2.1) qu'un état des lieux sera réalisé par un huissier, après la remise en état du site qui sera organisé et à la charge du titulaire.

Rappel § 2.2.1 : En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.

2.9 Moyens humains et organisationnels

Le titulaire proposera une équipe compétente et formée en cohérence avec les spécificités du site et de l'intervention.

En cours de prestation, toute modification concernant du personnel doit être argumentée, justifiée et validée auprès de l'ADEME.

3 CONDITIONS D'INTERVENTION

3.1 Suivi de l'intervention

L'entreprise titulaire tiendra à jour sur le chantier les documents suivants :

- son PP SPS, ses modes opératoires amiante et ceux de ses sous-traitants ainsi que les échanges avec le coordonnateur SPS, la CARSAT, l'Inspection du Travail et l'OPPBTB,
- la fiche de suivi RSE des deux actions prioritaires pour ce chantier,
- tous les journaux de chantier avec leurs annexes et fichiers Excel,
- tous les documents venant en complément des informations consignées (résultats d'analyses, procès-verbaux, ...).

3.2 Réunions de chantier et compte-rendu

Des **réunions de chantier** réuniront régulièrement l'ADEME et/ou le cas échéant son AMO, le Coordonnateur SPS, le titulaire et éventuellement ses sous-traitants. Elles permettront de suivre l'avancement des opérations sur le chantier. Le titulaire a une obligation de présence à ces réunions.

Il est prévu de programmer des réunions de chantier de manière hebdomadaire pendant la durée du chantier.

Une réunion de démarrage et de fin de chantier seront également organisées.

Le titulaire rédigera et transmettra à l'ADEME **le compte rendu des réunions** de chantier de manière à acter les principales décisions prises au cours de la réunion et à minima les informations suivantes :

- le point sur les documents administratifs et contractuels de chantier (PPSPS, Plan de retrait amiante ou mode opératoire amiante, ordres de service, ...),
- l'état d'avancement du chantier par zone avec photos en incluant le cas échéant les faits marquants, les remarques sécurités, les déchets et travaux supplémentaires,
- le récapitulatif des travaux supplémentaires, des modifications de la nature des déchets, des dépassements de quantité et des déchets supplémentaires trouvés indiquant les coûts associés en attente de décision ainsi que validés par l'ADEME.
- le point sur le planning global du chantier et sur le planning de la semaine suivante
- le point sur le bilan financier à la date de la réunion.

Le compte-rendu sera envoyé à l'ADEME au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion de chantier.

3.3 Journal de chantier :

Le titulaire remplira et **transmettra quotidiennement par courriel** à l'ADEME, au coordonnateur SPS et le cas échéant à l'AMO, **un journal de chantier** qui comportera :

- **(à minima) les informations suivantes :**
 - les noms et qualifications des salariés de l'entreprise et des sous-traitants affectés aux différentes tâches,
 - Les noms des visiteurs sur le chantier,
 - les horaires de travail,
 - les travaux exécutés, leur nature, leur localisation, avec photos,

- les faits marquants de la journée avec photos (incidents, arrêts de chantier avec leur durée et leur cause, les défauts d'approvisionnement...),
 - les contrôles effectués (contrôle ADR des expéditions, contrôle de la conformité électrique des installations...),
 - les thèmes des briefings sécurité effectués,
- **Le fichier Excel « DCE JOURNAL de CHANTIER » joint au présent DCE (pièce 6.5). Le titulaire doit remplir les 3 feuilles du fichier à savoir :**

1. « Synthèse journalière »

en renseignant... les natures et les quantités des déchets caractérisés, les travaux prévus du lendemain, les travaux supplémentaires nécessaires, les modifications de quantités et/ou de nature et/ou de prix des déchets fixés dans le marché.

2. « Registre de déchets expédiés »

3. « Suivi de déchets par localisation » en identifiant les déchets localisés sur site avec les BSD correspondant

- ⇒ Le titulaire pourra proposer son propre outil « quotidien » de reporting qui devra à minima comporter les mêmes items que ceux cités ci-dessous et répondre aux objectifs cités ci-dessus.

Le choix de l'outil utilisé sur le chantier appartient au chef de projet de l'ADEME.

⇒ En cas de retard de transmission de ce journal de chantier supérieure à **1 jour ouvré**, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et par journal de chantier en retard (cf. projet de marché article 6).

L'objectif de la fiche journalière est d'identifier au plus tôt toute dérive éventuelle. Cette dérive peut concerner un dépassement

- de quantités
- et/ou un changement de natures de déchets
- et /ou un besoin de prestations nouvelles nécessaires à la bonne exécution du marché et non-prévues initialement au marché conclu entre le titulaire et l'ADEME.

En complément de la transmission du journal de chantier, le titulaire s'engage à alerter l'agence, d'abord par appel téléphonique de la personne responsable du chantier puis via une confirmation par courriel de toute suspicion de dépassement de quantité et/ou de natures de déchets non prévues au marché.

⇒ Sans accord préalable écrit de la part de l'ADEME, aucun dépassement ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.

3.4 Décompte financier hebdomadaire

D'autre part, l'entreprise titulaire établira un **décompte financier hebdomadaire précis des dépenses engagées**, y compris par les sous-traitants et les centres de traitements, qui sera transmis à l'ADEME soit en fin de semaine (vendredi soir), soit pour la réunion hebdomadaire à l'appréciation du chef de projet de l'ADEME. Ce décompte doit être en cohérence avec le journal de chantier (fiche journalière, registre des déchets évacués).

⇒ En cas de non-transmission de ce décompte financier hebdomadaire et en cas de retard de transmission de cette fiche supérieure à **1 jour ouvré**, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et/ou non-transmission (cf. projet de marché article 6).

3.5 Rapport final d'exécution

A l'issue des travaux, le titulaire remettra à l'ADEME un rapport final d'exécution, synthétisant l'ensemble des opérations réalisées sur le site, qui comprendra :

- **une description technique** des travaux réalisés
- **un bilan récapitulatif quantitatif et qualitatif** des opérations réalisées (déchets évacués et traités) en indiquant pour chaque nature de déchets les centres de traitement conformément au marché et les numéros de BSD correspondant,
- des photographies prises avant, pendant et après les travaux,
- **un bilan financier**
- **le planning de la réalisation des opérations,**
- **un plan de repérage** précis des différentes catégories de déchets évacués (en vue de faciliter la réalisation ultérieure d'un diagnostic de pollution des sols) et des éventuelles particularités notées lors des travaux,
- en annexe :
 - les documents contractuels,
 - le cas échéant : les PV huissier
 - l'ensemble des documents établis sur le chantier (PPSPS, RSE, résultats d'analyses, compte rendu de chantier.....)
 - l'ensemble des justificatifs liés à la bonne gestion des déchets présents sur site (CAP et BSD associés extrait de la plateforme Trackdéchets)
 - tout élément de preuve attestant la réalisation des prestations dans des conditions conforme aux règles de l'art (certificats de dégazage...)
 - le "journal de chantier" visés aux paragraphes ci-dessus.

Le délai de remise du rapport est indiqué dans le projet marché à l'article 4. Tous les documents (rapports et annexes) seront communiqués à l'ADEME sous la forme informatique (fichiers WORD, EXCEL ou JPG pour Windows PC).